

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : Direction de la  
Cohésion Sociale - Association EMPLOIS &  
SERVICES 06 - Attribution d'une  
subvention d'investissement

<div><div><input checked="" type="checkbox"/></div><div>Original</div></div> <div><div><input type="checkbox"/></div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div></div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>
---

N° Enregistrement : BC.2017.145

Date de la convocation :

**Le 19/09/2017**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **- 3 OCT. 2017**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 4 OCT. 2017**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 25 septembre 2017**

L'an deux mil dix-sept et le 25 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Marc DAUNIS, Michel ROSSI, Roger CRESP, Joseph VALETTE

**Madame SALUCKI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'insertion par l'économique.

L'association Emplois et Services 06 propose la mise en œuvre d'une mission d'insertion socioprofessionnelle des personnes fragilisées ou en rupture sur le territoire de la CASA dans le cadre du dispositif « Atelier et Chantier d'Insertion » habilité par le Comité départemental de l'insertion par l'activité économique. En tant qu'association intermédiaire, elle procède également à la mise à disposition de personnes en insertion au bénéfice de donneurs d'ordre pour l'exécution de courts contrats de travail.

Du fait de la nature des activités prises en charge par la structure (entretiens de locaux, d'espaces verts et petits travaux de second œuvre) l'association Emplois et Services 06 possède actuellement un véhicule de type camion-benne et en louait un second auprès d'une entreprise privée afin d'honorer les marchés déjà mis en œuvre.

Afin de maintenir, voire développer, le niveau et le volume de ses prestations et de rationaliser ses charges de fonctionnement, l'association Emplois et Services 06 a souhaité acquérir un second véhicule de type camion-benne qui lui permettra de dédoubler les équipes intervenant sur les différents sites.

Le budget de cet investissement s'élève à 41 940 € et la C.A.S.A. souhaite apporter une contribution financière d'investissement à hauteur de 5 000 €.

Ce projet a d'ores et déjà été cofinancé par l'association elle-même, via ses fonds propres, l'Etat, la Région et des fondations privées.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Considérant que l'action d'insertion socio-professionnelle et sociale de l'association Emplois et Services 06 s'inscrit dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette action de l'association pour la Communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 08 juin 2017 ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2017 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention d'investissement de 5 000 € à l'association Emplois et Services 06 pour son action au titre de l'insertion par l'économique,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association Emplois et Services 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 20421, fonction 523 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention d'investissement de 5 000 € à l'association Emplois et Services 06 pour son action au titre de l'insertion par l'économique,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association Emplois et Services 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 20421, fonction 523 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 25 septembre 2017  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE D'INVESTISSEMENT AVEC L'ASSOCIATION EMPLOIS & SERVICES 06

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 septembre 2017 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'association dénommée EMPLOIS & SERVICES 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la recherche d'emploi toute personne en difficulté de réinsertion, dont le siège social est situé 7 Place Amiral Barnaud – 06600 ANTIBES, représentée par Max FERRO agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **EMPLOIS & SERVICES 06**

### EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, EMPLOIS & SERVICES 06 exerce notamment une mission relative à :

- l'aide à la recherche d'emploi pour des personnes éprouvant des difficultés de réinsertion,
- l'embauche de personnes dépourvues d'emploi pour les mettre à la disposition de donneurs d'ordre,
- la recherche et l'expérimentation d'initiatives susceptibles de créer des emplois,
- le développement de toutes actions favorisant la réussite de l'insertion sociale et professionnelle.

Concrètement, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 met en œuvre, sur le territoire de la C.A.S.A., plusieurs chantiers dits d'insertion à destination des publics rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, bénéficiaires du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, personnes sous-main de justice, jeunes suivis par la Mission Locale Antipolis ou les éducateurs de prévention). En tant qu'association intermédiaire elle emploie également des personnes en insertion au bénéfice de donneurs d'ordres qui rémunèrent ces prestations.



La C.A.S.A dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Les actions ci-dessus indiquées ont reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 08 juin 2017.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'activité économique par la mise en œuvre de chantiers d'insertion sur le territoire de la C.A.S.A et la mise à disposition de personnels en tant qu'association intermédiaire.

Afin de poursuivre les marchés déjà mis en œuvre et développer son activité en rationalisant ses charges de fonctionnement, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 a acquis un second véhicule de type camion-benne. Cette acquisition lui permet de dédoubler les équipes d'ouvriers et augmenter son offre d'insertion à destination des publics en difficulté.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement EMPLOIS & SERVICES 06 pour la réalisation de ces objectifs.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2017.

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action, soit l'acquisition dudit véhicule, sur la durée de la convention est évalué à : 41 940 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

EMPLOIS & SERVICES 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention d'investissement attribuée par la C.A.S.A. est de 5 000 €.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention et sur présentation d'un document justifiant la mise en paiement effective des dépenses liées à l'achat du véhicule.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif. Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases du budget prévisionnel présenté dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRE ET FINALE**

➤ Dans la mesure où l'investissement effectué avec le soutien financier de la CASA va permettre le maintien voire le développement de son activité, l'association s'engage par ailleurs à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan intermédiaire et un bilan annuel** de son activité économique d'insertion auprès des personnes éloignées de l'emploi.

##### **6.1 Bilan intermédiaire**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif intermédiaire de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de chantiers réalisés en sus grâce à l'acquisition du camion ;
- Nombre d'appels téléphoniques et / ou démarches directes grâce à la signalétique sur les camions ;
- Nombre de nouveaux chantiers obtenus suite aux contacts ;
- Amortissement / Rationalisation des coûts.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le bilan sera examiné dans le cadre d'un comité de suivi organisé par EMPLOIS & SERVICES 06 et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par EMPLOIS & SERVICES 06.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

➤ EMPLOIS & SERVICES 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

Sous réserve que la C.A.S.A. fournisse le matériel de communication idoine, l'association s'engage également à apposer sur le véhicule camion-benne, et de manière visible, le logo de la C.A.S.A.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 remettra chaque année à la CASA son bilan et son compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2018.
- Si l'association EMPLOIS & SERVICES 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association EMPLOIS & SERVICES 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

EMPLOIS & SERVICES 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois suivant la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'association  
EMPLOIS & SERVICES 06,  
  
Le Président

Pour la Communauté  
d'Agglomération Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice-Présidente déléguée à la  
Politique de la Ville

Max FERRO

Michelle SALUCKI



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 25/09/2017  
Numéro : BC\_2017\_145  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Association EMPLOIS et SERVICES 06 - Attribution d'une subvention d'investissement  
Matière : 7.5 - Subventions  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : KkUvRZc

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 04/10/2017  
Identifiant : 006-240600585-20170925-BC\_2017\_145-DE

**Acte reçu**

Date : 25/09/2017  
Numéro interne : BC\_2017\_145  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 5  
Objet : Association EMPLOIS et SERVICES 06 - Attribution d'une subvention d'investissement  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 006-240600585-20170925-BC\_2017\_145-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
006-240600585-20170925-BC\_2017\_145-DE-1-1\_2.PDF